

Introduction

Cher / Chère __Data:FirstName__ __Data:LastName__,

Bienvenue dans le questionnaire *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit (WBL) 2027* du Groupe de la Banque Mondiale consacré à la **Violence contre les Femmes** au/aux/en __Data:Survey_Economy__. Nous accordons une grande importance à votre temps et à votre contribution.

Ce questionnaire vous invite à :

- **Examiner et valider les informations relatives aux lois** portant sur quatre formes de violence contre les femmes : le mariage des enfants, le harcèlement sexuel, la violence domestique et le féminicide ;
- **Partager votre perception de l'application de ces lois** ;
- **Examiner et valider les informations relatives aux instruments de politiques publiques** qui soutiennent la mise en œuvre de ces lois.



Afin de vous aider, le questionnaire contient déjà des réponses et des sources issues de la [base de données WBL](#) (dernière mise à jour le 1er octobre 2025), reflétant les informations publiées par WBL. Nous vous remercions de bien vouloir les examiner et fournir des mises à jour si nécessaire, y compris toute législation ou tout instrument de politique pertinent en vigueur au 31 mars 2026.



Le temps de complétion du questionnaire est d'environ 30 minutes, lorsque les informations fournies ne requièrent pas de modification.



Vous pouvez enregistrer votre progression et revenir à tout moment en utilisant le même lien de questionnaire.



Nous vous recommandons de compléter ce questionnaire sur un ordinateur de bureau ou un ordinateur portable pour une expérience utilisateur optimale.



En cas de collaboration avec d'autres collègues ou spécialistes, veuillez-vous assurer qu'une seule personne accède au questionnaire à la fois en raison de contraintes techniques.



Regardez notre [tutoriel](#) pour une présentation guidée des fonctionnalités de la plateforme du questionnaire.

DÉCLARATION DE CONFIDENTIALITÉ :

En répondant volontairement au questionnaire ci-dessous, les experts consentent à ce que leurs données personnelles, y compris leurs coordonnées et leurs données démographiques, soient conservées dans une base de données dont l'accès est limité par un mot de passe par le Groupe des Indicateurs de Politiques du Groupe de la Banque mondiale (DECIG). Toutes les données collectées seront conservées pendant toute la durée du projet. Ces informations seront conservées conformément au [Calendrier de Conservation et d'Élimination des documents du Groupe Banque Mondiale](#) et avec le consentement donné. Les informations de contact seront utilisées avec le seul objectif de contacter les experts et d'envoyer des invitations à des événements pertinents, et les données démographiques anonymes seront utilisées pour mener des recherches actuelles et futures, conformément à la [Politique de Confidentialité du Groupe Banque mondiale](#). Toutes les données personnelles resteront strictement confidentielles au sein de DECIG, ne seront pas partagées avec des tiers et seules des données personnelles spécifiques seront mentionnées sur son site web ou dans ses publications selon les préférences des contributeurs indiquées dans ce questionnaire. Les experts peuvent retirer leur consentement au traitement de leurs données personnelles à tout moment en contactant la DECIG à l'adresse électronique suivante : wbl@worldbank.org.

☐


J'ai lu et j'accepte la déclaration de confidentialité

Information du Contributeur

Veillez consulter la colonne « Informations enregistrées » pour vérifier vos données existantes, telles qu'elles sont enregistrées dans la base de données des contributeurs WBL. Si vous êtes un nouveau contributeur ou si vous devez mettre à jour vos informations, veuillez saisir les détails pertinents dans la colonne de droite. Les informations démographiques (sexe et groupe d'âge) ne seront jamais divulguées au niveau individuel ou national.

	Informations Enregistrées	Nouvelles Informations/ Informations Actualisées
Nom		
Titre :	__Data:Titre__	
Prénom :	__Data:FirstName__	
Nom de famille :	__Data:LastName__	
Informations Démographiques		
Sexe :	__Data:Gender__	<ul style="list-style-type: none"> • Homme • Femme • Préfère ne pas répondre
Groupe d'âge :	__Data:AgeGroup__	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 25 ans • 25-35 • 36-45 • 46-55 • Plus de 55 ans • Préfère ne pas répondre
Informations Professionnelles et Education		
Position : ex., manager, associate, partner	__Data:Position__	
Parcours professionnel :	__Data:ProfessionalBackground__	<ul style="list-style-type: none"> • Étudiant diplômé en droit • Expert en matière de genre • Professionnel en politiques publiques ou en développement • Professionnel du droit • Représentant de la société civile • Universitaire/chercheur • Autre • Préfère ne pas répondre
Nombre d'années d'expérience :	__Data:YearsOfExperience__	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 2 ans • 2-5 ans • 6-10 ans • 11-20 ans • Plus de 20 ans • Préfère ne pas répondre

Les années d'expérience correspondent à la durée pendant laquelle une personne a travaillé dans un domaine ou une profession pertinente.		
Niveau d'études le plus élevé obtenu :	__Data:HighestLevelOfEducationObtained__	<ul style="list-style-type: none"> • Licence • Master • Doctorat • Autre • Préfère ne pas répondre
Informations de Contact		
Nom de la Société/Institution :	__Data:CompanyName__	
Site internet de la Société/Institution :	__Data:Website__	
E-mail :	__Data:EmailAddress__	
Téléphone professionnel :	__Data:PhoneNumber__	
Téléphone portable :	__Data:MobileNumber__	

 *Skip Logic: Cette page s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public.*

Scénarios de Pays Hypothétiques – Instructions et Hypothèses

Instructions


Cette partie du questionnaire présente différents scénarios dans un pays hypothétique, le **Pays A**. Pour chaque scénario, il vous sera demandé d'évaluer dans quelle mesure les lois sont appliquées ou les droits respectés sur la base des détails fournis. Cette partie du questionnaire fait appel à vos propres **perceptions** et **ne nécessite aucune recherche supplémentaire**.

Hypothèses

- Aux fins de ce questionnaire, il est supposé que les questions concernent une femme résidant dans la principale ville d'affaires du Pays A.
- Sauf indication contraire, la femme en question a atteint l'âge légal de la majorité et est capable de prendre des décisions en tant qu'adulte, est en bonne santé et n'a pas de casier judiciaire.
- La femme en question est une citoyenne en situation régulière.

Définitions

- Application de la loi : Action visant à assurer activement le respect de la loi. Ce terme fait référence à la fois à la mise en œuvre concrète des lois et à l'obligation légale de les faire respecter.
- Autorités publiques : Organes exécutifs, réglementaires et judiciaires chargés de mettre en œuvre, de surveiller et de faire respecter les lois.

 *Skip Logic: Cette page s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public. Scenarios should be displayed in a random order within the question block.*

Scénarios de Pays Hypothétiques

Scénario hypothétique : Au Pays A, toutes les formes de violence domestique sont criminalisées et il existe des unités de police spécialisées dans le traitement des plaintes pour violence domestique dans certains districts, mais elles ont tendance à n'intervenir que dans les cas les plus extrêmes, généralement lorsqu'un préjudice physique grave a déjà eu lieu. De plus, elles ont tendance à être en sous-effectif et sous-financées. Comme la connaissance des exigences légales n'est généralement pas répandue parmi les forces de l'ordre, lorsque les plaintes pour violence domestique parviennent devant les tribunaux, elles sont souvent rejetées, et les tribunaux et les forces de l'ordre encouragent les femmes à régler ces affaires en privé.

Question : **Selon vous,** en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation interdisant la violence domestique au Pays A ?

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalement

Scénario hypothétique : Au Pays A, toutes les formes de violence domestique sont criminalisées, et les unités de police spécialisées qui existent pour traiter les plaintes de violence domestique interviennent dans la plupart des cas. Cependant, en raison de ressources limitées, elles donnent parfois la priorité aux cas de violence physique plus graves. Le gouvernement a alloué un petit budget pour permettre aux victimes d'accéder à l'aide juridique et pour former les forces de l'ordre à la reconnaissance et à poursuite des cas de violence domestique. De nombreuses femmes se manifestent et signalent leur cas, mais certaines craignent encore que leurs plaintes ne reçoivent pas l'attention nécessaire, et que la police et les forces de l'ordre minimisent leur situation ou suggèrent de la gérer en privé. Lorsque les affaires sont portées devant les tribunaux, les condamnations des auteurs sont courantes mais non garanties.


Question : **Selon vous,** en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation interdisant la violence domestique au Pays A ?

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalement

Scénario hypothétique : Au Pays A, toutes les formes de violence domestique sont criminalisées et les autorités réagissent rapidement et systématiquement à la plupart des cas, quelle que soit leur gravité. Des unités de police spécialisées dans la lutte contre la violence domestique fonctionnent efficacement, même si des retards dans le traitement des dossiers sont constatés en raison de la forte demande. Un plan d'action national prévoit un budget spécifique pour permettre aux victimes d'accéder à une aide juridique et pour former les forces de l'ordre à la reconnaissance et à la poursuite des cas de violence domestique sous toutes ses formes, en accordant une attention particulière à la violence économique, souvent passée inaperçue. Lorsque les affaires sont portées devant les tribunaux, elles aboutissent généralement à la condamnation de l'agresseur.

Question : **Selon vous,** en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation interdisant la violence domestique au Pays A ?

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalement

 *Skip Logic: Cette page s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public.*

Cadres Juridiques Applicables et Mise en œuvre – Instructions et Hypothèses

Instructions

Dans cette partie du questionnaire, vous êtes invité(e) à :

1. Examiner les informations préremplies relatives aux lois applicables au/aux/en **__Data:Survey_Economy__** et apporter les modifications nécessaires.
2. Partager votre perception de l'application de ces lois dans la pratique. Veuillez évaluer l'application de la législation indiquée dans les champs préremplis, indépendamment de toute modification ou réforme ultérieure. **Votre perception doit se fonder uniquement sur votre expérience et ne nécessite aucune recherche.**

Définition de « Source »


Pour les questions juridiques, une source correspond à l'instrument juridique contraignant qui constitue le fondement de la réponse (par exemple, une loi, un code, un règlement ou un décret).

Dans certains cas, la source préremplie peut indiquer **“No applicable provisions could be located”** (Aucune disposition applicable n'a pu être identifiée). Cela signifie que, sur la base de l'examen des lois pertinentes, l'équipe WBL n'a pas identifié de disposition légale ou de restriction répondant aux critères de la question. Ces mentions **n'excluent pas** la possibilité que des lois ou restrictions pertinentes existent dans la pratique ou en dehors des sources identifiées.

Hypothèses

- Aux fins de ce questionnaire, il est supposé que les questions portent sur une femme résidant dans la principale ville d'affaires, **__Data:Survey_City__**.
- Sauf indication contraire, la femme concernée a atteint l'âge légal de la majorité et est capable de prendre des décisions en tant qu'adulte, est en bonne santé et ne présente pas casier judiciaire.
- La femme concernée est une citoyenne légale de l'économie examinée.

Pour plus d'informations sur la manière de répondre aux questions, veuillez-vous référer à [la page méthodologie](#) de notre site web.

 *Skip Logic: Cette page s'applique uniquement aux contributeurs du secteur public et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur privé.*

Cadres Juridiques Applicables – Instructions et Hypothèses

Instructions

Dans cette partie du questionnaire, vous êtes invité(e) à examiner les informations préremplies relatives aux lois applicables au/aux/en **__Data:Survey_Economy__** et apporter les modifications nécessaires.

Définition de « Source »

Pour les questions juridiques, une source correspond à l'instrument juridique contraignant qui constitue le fondement de la réponse (par exemple, une loi, un code, un règlement ou un décret).

Dans certains cas, la source préremplie peut indiquer **“No applicable provisions could be located”** (Aucune disposition applicable n'a pu être identifiée). Cela signifie que, sur la base de l'examen des lois pertinentes, l'équipe WBL n'a pas identifié de disposition légale ou de restriction répondant aux critères de la question. Ces mentions **n'excluent pas** la possibilité que des lois ou restrictions pertinentes existent dans la pratique ou en dehors des sources identifiées.

Hypothèses

- Aux fins de ce questionnaire, il est supposé que les questions portent sur une femme résidant dans la principale ville d'affaires, **__Data:Survey_City__**.
- Sauf indication contraire, la femme concernée a atteint l'âge légal de la majorité et est capable de prendre des décisions en tant qu'adulte, est en bonne santé et ne présente pas casier judiciaire.
- La femme concernée est une citoyenne légale de l'économie examinée.

Pour plus d'informations sur la manière de répondre aux questions, nous vous invitons à consulter [la page "methodology"](#) de notre site Internet.

Section 1. Mariage d'enfants

① *Le mariage d'enfants fait référence à tout mariage formel ou union informelle entre un enfant de moins de 18 ans et un adulte ou un autre enfant.*

Aux fins de cette section, il est supposé que les questions qui suivent s'appliquent à une fille de moins de 18 ans et non émancipée.

1.1. Quel est l'âge nubile légal pour les garçons et les filles ?

« L'âge nubile légal » désigne l'âge auquel une personne peut se marier librement sans consentement parental ou d'une autorité. La réponse est 0 si le consentement des parents ou d'une autorité est nécessaire pour se marier à tout âge.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

	Réponse	Source
Garçons	__Data:Answer__	__Data:Source__
Filles	__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?

- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Veillez indiquer les informations (réponse et/ou source) uniquement pour les questions ci-dessous qui nécessitent d'être modifiées en incluant tous les liens pertinents. Les champs peuvent être laissés vides lorsqu'aucune modification n'est nécessaire.

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement », « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

	Réponse modifiée	Source modifiée
Garçons		
Filles		

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

--



1.2. La loi est-elle exempte d'exceptions liées au consentement parental concernant l'âge nubile légal ?

① « Consentement parental » désigne une disposition légale qui permet à un individu de se marier avant d'atteindre l'âge nubile légal si un parent ou un tuteur légal donne son consentement.

La réponse est « Oui » si aucune exception fondée sur le consentement parental n'est autorisée ; la réponse est « Non » si des exceptions fondées sur le consentement parental sont autorisées.

Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
Quelle est la réponse modifiée ?
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

1.3. Quel est l'âge nubile minimum avec le consentement parental pour les garçons et les filles ?

① Cette question porte sur l'âge nubile minimum auquel les individus peuvent se marier avec le consentement parental. La réponse est N/A s'il n'y a pas d'exception au consentement parental pour l'âge légal du mariage.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

	Réponse	Source
Garçons	__Data:Answer__	__Data:Source__
Filles	__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?
--

- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Veillez indiquer les informations (réponse et/ou source) uniquement pour les questions ci-dessous qui nécessitent d'être modifiées en incluant tous les liens pertinents. Les champs peuvent être laissés vides lorsqu'aucune modification n'est nécessaire.

 **Skip Logic:** Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement », « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

	Réponse modifiée	Source modifiée
Garçons		
Filles		

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

1.4. Le mariage conclu avant l'âge nubile légal est-il nul ou annulable ?

Un mariage conclu avant l'âge nubile légal est considéré comme « nul » si la loi contient des dispositions indiquant que les mariages qui ne respectent pas les conditions d'âge sont nuls et non avenus. Les mariages nuls sont des mariages considérés comme invalides et n'ayant aucun effet juridique à compter de la date de leur célébration. Un mariage conclu avant l'âge nubile légal est considéré comme « annulable » si la loi contient des dispositions permettant d'annuler les mariages de filles et de garçons qui ne respectent pas les conditions d'âge. Cela signifie que le mariage est initialement valide, mais qu'il peut être déclaré invalide par un tribunal.



Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?

- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?



 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

1.5. Existent-ils des sanctions légales pour les adultes qui autorisent, célèbrent, enregistrent ou contractent un mariage d'enfants ?


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

1.6. Selon vous, en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation en matière de mariage d'enfants ?

 *Skip Logic: Cette question s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public. Cette question ne doit être renseignée que si la valeur codée de la question sur le mariage des enfants pour le cycle précédent est « Oui ».*

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalelement

Section 2. Harcèlement sexuel

Le « harcèlement sexuel » désigne toute forme d'avance sexuelle importune, de sollicitation de faveurs sexuelle, de conduite verbale ou physique ou de geste à caractère sexuel, ou tout autre comportement à caractère sexuel dont on pourrait raisonnablement penser ou pressentir qu'il puisse blesser ou humilier autrui.

2.1. Existe-t-il une législation qui traite des formes suivantes d'harcèlement sexuel en prévoyant des sanctions pénales ou des recours civils ?

① Les recours civils renvoient, par exemple, à l'indemnisation des victimes.

Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :


	Réponse	Source
Harcèlement sexuel au travail ① Il est supposé que les questions qui suivent s'appliquent à une femme qui est caissière dans le secteur de la vente au détail de produits alimentaires, dans un supermarché ou une épicerie qui compte 60 employés.	__Data:Answer__	__Data:Source__
Harcèlement sexuel dans l'enseignement/les écoles ① Le harcèlement sexuel dans l'enseignement désigne toute forme de harcèlement sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur publics et privés. La législation doit s'appliquer aux étudiants de plus de 18 ans, mais pas uniquement à eux. Nous supposons que la question s'adresse à un étudiant.	__Data:Answer__	__Data:Source__
Harcèlement sexuel dans les espaces publics (ou dans les transports en commun)	__Data:Answer__	__Data:Source__

① <i>Cela désigne toute forme de harcèlement sexuel dans les lieux publics, y compris les rues, les espaces ou lieux publics, ou dans les transports. Les lois qui limitent leur applicabilité aux fournisseurs de services, par exemple une société de transport, et qui ne traitent pas du harcèlement sexuel commis par les utilisateurs du service ne sont pas prises en compte. Le « harcèlement sexuel dans les espaces publics » n'inclut pas le fait de flâner en dehors de la zone où la victime réside, travaille ou exerce ses activités.</i>		
Cyberharcèlement ou la traque en ligne ① <i>Cela désigne tout acte visant à aider ou commettre toute forme de violence, y compris les commentaires abusifs, les menaces, le harcèlement sexuel, le harcèlement ou la traque commis via internet ou d'autres moyens électroniques, y compris les applications. Les lois qui s'appliquent uniquement aux fournisseurs de services ou qui protègent seulement les utilisateurs ou les personnes occupant une fonction publique ne sont pas prises en compte.</i>	__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?

- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise


Veillez indiquer les informations (réponse et/ou source) uniquement pour les questions ci-dessous qui nécessitent d'être modifiées en incluant tous les liens pertinents. Les champs peuvent être laissés vides lorsqu'aucune modification n'est nécessaire.

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement », « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

	Réponse modifiée	Source modifiée
Harcèlement sexuel au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Harcèlement sexuel dans l'enseignement/les écoles	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Harcèlement sexuel dans les espaces publics (ou dans les transports en commun)	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Le cyberharcèlement ou la traque en ligne	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

2.2. Selon vous, en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation en matière de harcèlement sexuel ?

 *Skip Logic: Cette question s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public. Cette question ne doit être renseignée que si la valeur codée du cycle précédent pour la question notée sur le harcèlement sexuel est supérieure à zéro.*

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalelement

Section 3. Violence Domestique

3.1. Existe-t-il une législation qui traite spécifiquement de la violence domestique ?

La « violence domestique » désigne la violence fondée sur le genre (VFG), généralement exercée à l'encontre des femmes, se produisant au sein de la sphère privée, dans le cadre familial ou entre les membres d'un même foyer et dans le cadre de relations interpersonnelles, y compris la violence exercée par le partenaire intime. Les abus peuvent prendre la forme d'actes ou de menaces d'actes physiques, émotionnels ou psychologiques, sexuels, financiers ou économiques.


Veuillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?


- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

- Oui
- Non

Veuillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.



 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

Veuillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

3.2. La législation sur la violence domestique prévoit-elle des sanctions pénales ?

Veuillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
Quelle est la réponse modifiée ?
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
Veuillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veuillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.



3.3. Une victime de violence domestique peut-elle obtenir une ordonnance de protection ?

Une « ordonnance de protection » est un document juridique officiel délivré afin de protéger une victime contre la violence domestique, les violences ou le harcèlement. Une telle ordonnance peut prévoir, mais pas exclusivement, l'expulsion de l'auteur des faits du domicile, l'interdiction de tout contact avec la victime et l'obligation pour l'auteur des violences de respecter une distance géographique de la victime.

Veuillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
Quelle est la réponse modifiée ?

 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
Veuillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veuillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

3.4. La législation sur la violence domestique englobe-t-elle les éléments suivants ?

Veuillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :


	Réponse	Source
La violence physique <i>① La violence physique désigne tout contact physique dans le but de causer de la douleur, des blessures, ainsi que toute autre souffrance physique ou dommages corporels tels que frapper, gifler, donner des coups de poing, étrangler, pousser, lancer des objets, brûler et tout autre type de contact pouvant causer des blessures physiques à la victime.</i>	__Data:Answer__	__Data:Source__
La violence sexuelle <i>① La violence sexuelle correspond à tout acte sexuel, tentative pour obtenir un acte sexuel, commentaires ou avances de nature sexuelle non désirées, ou actes dirigés contre la sexualité d'une personne en faisant usage de la force ou la coercition.</i>	__Data:Answer__	__Data:Source__
La violence psychologique ou émotionnelle	__Data:Answer__	__Data:Source__

① La violence psychologique ou émotionnelle consiste en toute conduite ou comportement y compris la violence verbale, les menaces, l'intimidation ou tout autre acte portant atteinte à l'intégrité psychologique et émotionnelle de la victime.		
La violence financière ou économique ① La violence financière ou économique consiste à contrôler, limiter ou empêcher l'autre partenaire d'accéder à des ressources économiques de manière à créer une dépendance financière.	__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?

- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Veillez indiquer les informations (réponse et/ou source) uniquement pour les questions ci-dessous qui nécessitent d'être modifiées en incluant tous les liens pertinents. Les champs peuvent être laissés vides lorsqu'aucune modification n'est nécessaire.

 **Skip Logic:** Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement », « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

	Réponse modifiée	Source modifiée
Violence physique	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Violence sexuelle	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Violence psychologique ou émotionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Violence économique ou financière	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

--

3.5. La loi criminalise-t-elle le viol conjugal ?

La loi criminalise explicitement le « viol conjugal » sans réserve lorsqu'elle prévoit, par exemple, que les dispositions relatives au viol ou à l'agression sexuelle s'appliquent quelle que soit la nature de la relation entre l'auteur et la victime, en déclarant explicitement qu'aucun mariage ou autre relation ne peut constituer un moyen de défense contre une accusation de viol ou d'agression sexuelle en vertu de la législation, ou en désignant explicitement les conjoints comme auteurs potentiels du crime.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?


- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*


- Oui
- Non

Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*



Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

3.6. La loi permet-elle à une femme de déposer une plainte pénale pour viol ou agression sexuelle contre son mari ou partenaire ?


 *Cette question vise à déterminer si la législation sur le viol permet à une femme de porter plainte pour viol contre quiconque, y compris son mari ou son partenaire, et n'exclut pas les époux de son champ d'application.*

Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

<p>Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?</p>
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
<p>Quelle est la réponse modifiée ?</p> <p> <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
<p>Veuillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.</p> <p> <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i></p>
<p>Veuillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.</p>

3.7. Selon vous, en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation en matière de violence domestique ?

 *Skip Logic: Cette question s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public. Cette question ne doit être renseignée que si la valeur codée du cycle précédent pour la question notée sur la violence domestique est supérieure à zéro.*

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalelement

Section 4. Féminicide

« Féminicide » désigne l'homicide volontaire de femmes en raison de leur sexe. Le féminicide peut prendre de nombreuses formes, notamment le meurtre de femmes résultant de la violence de leur partenaire intime ; la torture et le meurtre misogyne de femmes ; le meurtre de femmes et de filles au nom de « l'honneur », entre autres.

4.1. La loi criminalise-t-elle explicitement le féminicide (l'homicide volontaire de femme en raison de leur sexe) ?


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?


- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

- Oui
- Non

Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.



 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.


4.2. Si la réponse à la question 4.1. est Non, la loi prévoit-elle des peines aggravées pour l'homicide volontaire des femmes ?

Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
Quelle est la réponse modifiée ?
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non • N/A
Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous

4.3. Selon vous, en pratique, dans quelle mesure les autorités publiques appliquent-elles la législation en matière de féminicide ?

 *Skip Logic: Cette question s'applique uniquement aux contributeurs du secteur privé et n'est pas incluse dans les questionnaires envoyés aux contributeurs du secteur public. Cette question ne doit être renseignée que si la valeur codée du cycle précédent pour la question notée sur le féminicide est « Oui ».*

- Pas du tout
- Rarement
- Modérément
- Majoritairement
- Totalemt

Existe-t-il des défis spécifiques liés à l'application des lois dans la pratique qui sont pertinents pour ce questionnaire que vous souhaiteriez souligner ?

Instruments de Politiques Publiques – Instructions

Instructions

Dans cette partie du questionnaire, vous êtes invités à examiner les informations relatives aux instruments de politiques publiques qui soutiennent la mise en œuvre des lois et d'apporter des modifications si nécessaire.

Les instruments de politiques publiques peuvent inclure des politiques nationales et des plans d'action, des institutions chargées du suivi et de l'application des lois, des mesures d'accès à la justice, des programmes gouvernementaux et services publics, ainsi que des données statistiques. Seuls les instruments qui sont en place et opérationnels doivent être pris en compte.

Définition de « Source »

Pour les questions relatives aux instruments de politiques publiques, une source correspond au document ou à la référence officielle qui constitue le fondement de la réponse. Les sources peuvent inclure, par exemple, le titre d'un plan d'action et l'organisme qui l'a émis, les noms d'institutions, des tribunaux, des unités de police, des organismes gouvernementaux, ou des organisations non gouvernementales financées par l'État fournissant des services aux femmes dans des situations de violence.

Dans certains cas, la source préremplie peut indiquer **“Insufficient evidence located”**. Cela signifie que, sur la base d'un examen des documents pertinents et des sources officielles, l'équipe WBL n'a pas pu identifier de preuve documentaire répondant aux exigences de la question. Cela **n'exclut pas** la possibilité que des instruments de politiques publiques existent en pratique ou que des informations pertinentes soient disponibles par le biais de sources informelles ou non publiées.

Section 1. Plans d'Action et Stratégies Nationaux

1.1. Existe-t-il un plan d'action ou une stratégie sur la violence contre les femmes ?

① Cette question vise à déterminer si un plan d'action ou une stratégie spécifique sur la violence contre les femmes, ou une stratégie en matière d'égalité des sexes comportant une section sur la violence contre les femmes, est en place et opérationnel.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Veillez indiquer si la réponse et/ou la source enregistrée dans la base de données WBL doit être mise à jour.


- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?

 Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

- Oui
- Non

Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.

 Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

Section 2. Accès à la justice

2.1. Existe-t-il des unités de police ou des unités de poursuite spécialisées pour les cas de violence contre les femmes ?

Cette question vise à déterminer si des unités de police ou du parquet dotées d'une expertise et d'un mandat spécialisés dans la poursuite des affaires de violence contre les femmes sont en place et opérationnelles.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Veillez indiquer si la réponse et/ou la source enregistrée dans la base de données WBL doit être mise à jour.


- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?

 Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

- Oui
- Non

Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.

 Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.



2.2. Existe-t-il des tribunaux ou des procédures spéciales pour les cas de violence contre les femmes ?

Cette question vise à déterminer si les tribunaux spéciaux ayant une compétence thématique pour les cas de violence contre les femmes ou les règles de procédure spéciales pour les cas de violence à l'égard des femmes telles que des procédures accélérées ou des audiences à huis clos.

Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
---------	--------

__Data:Answer__	__Data:Source__
-----------------	-----------------

Veillez indiquer si la réponse et/ou la source enregistrée dans la base de données WBL doit être mise à jour.
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
Quelle est la réponse modifiée ?
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non
Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.
 <i>Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.</i>
Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.


2.3. L'aide juridique est-elle fournie pour les cas de violence contre les femmes ?

« L'aide juridique » fait référence aux conseils juridiques, à l'assistance ou à la représentation des femmes victimes de violence. Aux fins de la présente question, l'aide juridique devrait être au moins partiellement financée ou fournie par le gouvernement directement ou par l'intermédiaire d'une ONG ou d'une autre organisation (financée par le gouvernement).

Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :


Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Veillez indiquer si la réponse et/ou la source enregistrée dans la base de données WBL doit être mise à jour.
<ul style="list-style-type: none"> • Aucune modification nécessaire • Modifier la réponse uniquement • Modifier la source uniquement • Modifier la réponse et la source • Ce n'est pas mon domaine d'expertise
Quelle est la réponse modifiée ?

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

- Oui
- Non

Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

Section 3. Services

3.1. Le gouvernement fournit ou finance-t-il les services suivants pour les femmes victimes de violence ?

Aux fins de la présente question, les services doivent être administrés ou au moins partiellement financés par le gouvernement. Les services de santé fournis par des ONG ou autres organisations non financées par le gouvernement ne sont pas pris en compte.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

	Réponse	Source
Refuges	__Data:Answer__	__Data:Source__
Services de santé	__Data:Answer__	__Data:Source__
Services psychologiques	__Data:Answer__	__Data:Source__
Service sociaux ① Les services sociaux peuvent comprendre l'aide à la recherche d'emploi, le développement des compétences par l'éducation et la formation professionnelle, l'aide financière, etc.	__Data:Answer__	__Data:Source__

Les informations (réponse et/ou source) enregistrées dans la base de données WBL doivent-elles être modifiées ?

- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Veillez indiquer les informations (réponse et/ou source) uniquement pour les questions ci-dessous qui nécessitent d'être modifiées en incluant tous les liens pertinents. Les champs peuvent être laissés vides lorsqu'aucune modification n'est nécessaire.

 **Skip Logic:** Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement », « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.

	Réponse modifiée	Source modifiée
Refuges	<ul style="list-style-type: none">• Oui• Non	

Services de santé	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Services psychologiques	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	
Service sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Oui • Non 	

Veuillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

Section 4. Suivi

4.1. Existe-t-il une institution responsable du suivi et de la mise en œuvre des services, plans et programmes nationaux de lutte contre la violence contre les femmes ?

Cette question vise à déterminer si une institution ou une agence gouvernementale spécifique supervise la mise en œuvre des lois, des plans et programmes relatifs à la violence contre les femmes. Par exemple, il peut s'agir d'agences ou de mécanismes institutionnels officiellement mandatés pour collecter des données sur les cas de violence à l'égard des femmes, rendre compte aux parlements, surveiller l'accès des survivantes à la justice et aux services de soutien, ou analyser les effets des lois et des politiques publiques.


Veillez examiner la réponse et la source enregistrées dans la base de données WBL (dernière mise à jour le 1er octobre 2025) :

Réponse	Source
__Data:Answer__	__Data:Source__

Veillez indiquer si la réponse et/ou la source enregistrée dans la base de données WBL doit être mise à jour.


- Aucune modification nécessaire
- Modifier la réponse uniquement
- Modifier la source uniquement
- Modifier la réponse et la source
- Ce n'est pas mon domaine d'expertise

Quelle est la réponse modifiée ?

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la réponse uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

- Oui
- Non

Veillez indiquer la nouvelle source dans la zone de texte ci-dessous, en incluant tous les liens pertinents.

 *Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Modifier la source uniquement » ou « Modifier la réponse et la source » est sélectionné.*

Veillez ajouter tout commentaire supplémentaire dans la zone de texte ci-dessous.

Reconnaissance

Nous nous ferions un plaisir de reconnaître votre contribution sur notre [site internet](#), avec votre accord. Veuillez renseigner les informations ci-dessous et sélectionner « Oui » ou « Non » selon si vous souhaitez ou non que nous les publiions.


Information	Publication
Nom complet	Oui/Non
Nom de la Société/Institution	Oui/Non
Site internet de la Société/Institution	Oui/Non
Téléphone professionnel	Oui/Non

**Si vous n'êtes pas affilié(e) à une société ou institution, le parcours professionnel que vous avez sélectionné dans la page « Informations du Contributeur » sera publié à la place. Veuillez remplir ce champ en conséquence.*

Souhaitez-vous que nous reconnaissons un(e) collègue ou expert(e) avec lequel/laquelle vous avez collaboré pour ce questionnaire ?

- Oui
- Non

Combien de collègues ou expert(es) supplémentaire(s) souhaitez-vous ajouter ?

 **Skip Logic:** Cette question ne doit être renseignée que si la réponse à la question précédente est « Oui ».

- 1
- 2
- 3

Collègue(s) / expert(es) supplémentaire(s) : Si vous souhaitez que nous mentionnions d'autres personnes, nous vous remercions de bien vouloir indiquer leurs coordonnées ici. S'il s'agit de plus de trois personnes, veuillez nous envoyer un email à l'adresse suivante wblvaw@worldbank.org

 **Skip Logic:** Le formulaire suivant se répétera selon le nombre sélectionné (1, 2 ou 3).

	Collègues / expert(es) supplémentaires 1/2/3	Préférences de publication
Nom		
Titre :		
Prénom :		Oui/Non
Nom de famille :		Oui/Non
Informations Démographiques		
Sexe :	<ul style="list-style-type: none">• Homme• Femme• Préfère ne pas dire	
Groupe d'âge :	<ul style="list-style-type: none">• Moins de 25 ans• 25-35 ans• 36-45 ans• 46-55 ans• Plus de 55 ans	

	<ul style="list-style-type: none"> • Préfère ne pas dire 	
Informations Professionnelles et Education		
Position : <i>ex., manager, associé(e), partenaire</i>		
Parcours professionnel :	<ul style="list-style-type: none"> • Étudiant diplômé en droit • Expert en matière de genre • Professionnel en politiques publiques ou en développement • Professionnel du droit • Représentant de la société civile • Universitaire/ chercheur • Autre • Préfère ne pas répondre 	
Nombre d'années d'expérience : <i>Les années d'expérience correspondent à la durée pendant laquelle une personne a travaillé dans un domaine ou une profession pertinente.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Moins de 2 ans • 2-5 ans • 6-10 ans • 11-20 ans • Plus de 20 ans • Préfère ne pas dire 	
Niveau d'études le plus élevé obtenu :	<ul style="list-style-type: none"> • Licence • Master • Doctorat • Autre • Préfère ne pas dire 	
Informations de Contact		
Nom de la Société/Institution :		Oui/Non
Site internet de la Société/Institution :		
E-mail :		
Téléphone professionnel :		Oui/Non
Téléphone portable :		

Références : Nous vous remercions par avance de bien vouloir nous aider en nous recommandant d'autre(s) expert(es) susceptibles de répondre au questionnaire.

	Prénom	Nom de famille	Société	Téléphone	E-mail
Référence 1					
Référence 2					

Engagement et Retours d'Expérience

Au nom de l'équipe WBL, nous vous remercions pour votre contribution au rapport WBL 2027. Votre soutien est essentiel pour garantir la qualité des données, et nous vous remercions pour votre engagement continu.

Intérêt de contribuer à d'autres thèmes

1. Veuillez indiquer toute autre thématique à laquelle vous souhaiteriez contribuer :

- Droit de la Famille
① *Examine les lois affectant la capacité d'action, l'entrepreneuriat, la mobilité et l'accès à la propriété des femmes.*
- Droit du travail et lois sur la prestation de services de garde d'enfant
① *Examine les lois affectant la capacité des femmes à entrer, rester et quitter le marché du travail. Examine également les lois affectant la capacité des femmes à accéder à des services de garde d'enfants abordables et de qualité.*

Impact de Les Femmes, l'Entreprise et le Droit

1. Vous êtes invité(e) à partager tout exemple ou retour d'expérience illustrant l'impact des données WBL sur la vie des femmes dans votre pays.

2. Selon vous, quels sont les avantages à répondre aux questionnaires WBL ? Veuillez sélectionner les trois options principales selon votre préférence.

- ☐ Acquérir une expertise dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation économique des femmes
- ☐ Avoir l'opportunité de contribuer à des données et recherches de haute qualité produites par la Banque mondiale
- ☐ Intérêt à faire partie d'un réseau mondial d'experts
- ☐ Reconnaissance sur le site Internet
- ☐ Obtention d'un certificat de participation
- ☐ Contribuer à réformer les lois dans mon pays afin de favoriser l'autonomisation des femmes et des filles
- ☐ Autre

Si « Autre », veuillez préciser :

 Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Autre » est sélectionné.

Retour d'expérience

1. Comment évalueriez-vous votre expérience globale après avoir rempli le questionnaire ?

- Très positive
- Positive
- Neutre (Ni positive ni difficile)
- Difficile

1.2. Veuillez préciser ce qui a rendu le questionnaire difficile dans la zone de texte ci-dessous.

 Skip Logic: Cette question ne doit être renseignée que si « Difficile » est sélectionné.

2. Selon vous, quels aspects du questionnaire pourraient être améliorés ? Veuillez cocher toutes les options pertinentes.

- ☐ Conception du questionnaire
- ☐ Longueur du questionnaire
- ☐ Communication autour du questionnaire (rappels, suivi)
- ☐ Instructions pour remplir le questionnaire
- ☐ Délai pour remplir le questionnaire
- ☐ Autre

Veuillez préciser :

3. Veuillez partager tout commentaire ou observation supplémentaire avec l'équipe WBL :

Si vous souhaitez inviter vos collègues à participer au questionnaire WBL, veuillez les encourager à remplir le formulaire ["Share your expertise"](#) disponible sur notre site Internet.

Merci d'avoir répondu à notre questionnaire !

Nous vous remercions sincèrement de votre participation au projet *Les Femmes, l'Entreprise et le Droit*.

Les résultats seront publiés sur notre site web : <https://wbl.worldbank.org>

Si vous le souhaitez, nous serions heureux de vous remercier publiquement pour votre travail.